

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Meilleurs Vœux pour 2005

2005-2006 : Vers une conception des SIG dans l'Union européenne ?

Les années 2005 et 2006 verront-elles l'affirmation d'une conception européenne des services d'intérêt général (SIG) dans le droit positif de l'Union européenne ?

Dans le Livre blanc publié en mai 2004 (voir bulletin 154/155/156), la Commission reconnaît "l'existence d'une conception commune des SIG dans l'Union européenne. Cette conception reflète les valeurs et objectifs de la communauté et se fonde sur un ensemble d'éléments communs dont le service universel, la continuité, la qualité du service, l'accessibilité financière ainsi que la protection des usagers et des consommateurs". Elle reconnaît que "il résulte qu'en vertu du Traité CE, et sous réserve des conditions fixées par l'article 86 paragraphe 2, l'accomplissement effectif d'une mission d'intérêt général prévaut en cas de tension sur l'application des règles du Traité". Le programme de travail ainsi établi sera-t-il repris par la Commission Barroso ? Notamment, le rapport sur la "nécessité de mesures horizontales éventuelles" que doit publier la Commission, fin 2005, préparera-t-il la ou les loi(s) que prévoit l'article III-122 du traité constitutionnel ? (voir bulletin 133). Le contenu de ces lois devrait permettre d'articuler enfin concurrence et SIG, de telle manière que les SIG ne soient plus soumis aux aléas de la conjoncture et de la jurisprudence de la Cour, en particulier dans le droit qu'ont les autorités publiques nationales et locales, aussi bien de définir les obligations de service public, que de fournir elles-mêmes ces services ou de les confier à une entreprise tiers selon leurs choix politiques. Ces lois devraient définir les méthodes d'évaluation démocratique et pluraliste, une régulation de ces services qui ne vise pas que la concurrence mais aussi le contrôle de la qualité des services afin de garantir l'effectivité des droits fondamentaux et le respect à l'accès aux services d'intérêt économique général (SIEG) comme le prévoit l'article II-96 du traité constitutionnel.

Les institutions européennes, Commission, Parlement, Conseil, ainsi que les Etats membres, devront pour cela clarifier l'articulation entre la conception européenne des SIG et le projet de directive services dans lequel trop d'inconnus subsistent, aussi bien quant au principe du pays d'origine pour les services en libre prestation, que pour les autorisations diverses que les Etats accordent souvent aux opérateurs spécialisés pour prester des SIG ou SIEG. Dans les deux cas, la liberté des Etats de définir les obligations de service public risque d'être remise en cause et le principe de subsidiarité ainsi violé. Les institutions européennes poursuivront-elles les libéralisations sans des évaluations sérieuses et contradictoires, établies par un organisme indépendant de la Commission qui ne peut continuer à être juge et partie ?

Les débats menés jusqu'ici ont permis de clarifier les concepts et de faire admettre par tous que les SIG sont indispensables pour construire l'Union dont les valeurs sont fortement affirmées dans le premier article du traité .../...

Best Wishes for 2005

2005-2006: Towards a conception of the SGI in the European Union?

Will the years 2005 and 2006 witness the European conception of services of general interest (SGI) in the substantive law of the European Union?

In the White Paper published in May 2004 (see bulletin 154/155/156), the Commission acknowledges "the existence of a common conception of SGI in the European Union. This conception reflects values and objectives of the Community and is based on a group of common elements amongst which; the universal service, continuity, quality of the service, financial affordability as well as protection of users and consumers". It further acknowledges that "consequently, under the terms of the EC Treaty, and subject to conditions fixed by article 86 paragraph 2, in the event of a conflict in the application of the rules of the Treaty, the effective implementation of a mission of general interest prevails". Will the working program thus established be taken up by the Barroso Commission? In particular, will the report on the "need for possible horizontal measures" that the Commission is to publish at the end of 2005, prepare the law or laws in virtue of article III-122 of the constitutional treaty? (see bulletin 133). The contents of these laws should make it possible, at last, to link competition and SGI together, such that SGI are no longer subjected to the risks of economic situations and of court cases of the Court of Justice, in particular, concerning rights conferred to national and local authorities, in defining public service obligations as well as in providing these services themselves or entrusting them to a third party company, depending on their political choices. These laws should define democratic and pluralist evaluation methods, a regulation of these services which does focus on competition only but also on quality control of the services in order to guarantee the effectiveness of fundamental rights and the respect to the access to services of general economic interest (SGEI) as laid down in article II-96 article of the constitutional treaty.

The European institutions, the Commission, the Parliament, the Council, as well as Member States, should to that end, clarify the link between the European conception of SGI and the draft Directive on services in which too many unclarified points remain, concerning the principle of the country of origin for free provision services just as well as concerning various authorisations that States often grant to specialised operators to provide SGI or SGEI. In both cases, the freedom of States to define Public service obligations is likely to be affected and the principle of subsidiarity thus violated. Will European institutions continue to implement liberalisations without serious evaluations and cross-evaluations, conducted by an organisation independent from the Commission, which can no longer continue to be the judge and jury?

Debates run so far have rendered possible clarification of concepts and made everyone admit that SGI are essential in the construction of the Union whose values are strongly marked in the first article of the constitutional treaty. .../...

constitutionnel. Mais les instances communautaires, et les Etats membres, ont bien du mal à mettre en cohérence les politiques mises en œuvre et les valeurs qui fondent le processus de la construction de l'Union européenne.

La société civile a joué un rôle déterminant, aussi bien depuis 15 ans dans le débat sur les SIG pour faire émerger une conception européenne, que lors des travaux de la Convention et de la CIG, pour faire prendre en compte les SIG dans les textes fondamentaux de l'Union. Beaucoup a été fait, beaucoup reste à faire tant de l'idéologie néo-libérale est prégnante.

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

Droit du travail et principe du pays d'origine

Depuis deux mois environ, un conflit oppose une entreprise du bâtiment lettone, L&P Baltic, qui construit une école près de Stockholm, et la Fédération suédoise des ouvriers du bâtiment, Byggnads. Le syndicat reproche à l'entreprise de ne pas avoir signé l'accord collectif suédois et de ne pas respecter les conditions de salaires suédoises (2600 euros de salaire mensuel en Suède, au lieu de 1500 euros en Lettonie). Il a lancé un mot d'ordre de blocage du chantier interdisant à tous ses adhérents d'y intervenir et, en décembre, la Fédération de l'électricité a lancé un blocus de solidarité. De son côté, l'entreprise lettone réplique qu'elle a signé les accords collectifs de son pays et oppose le principe de libre circulation et de libre concurrence. Les Suédois ont reçu l'appui de leur Premier ministre, quant au gouvernement lettone, il estime que "ce traitement va à l'encontre des raisons qui nous ont poussées à adhérer à l'Union européenne".

En Suède, la législation du travail est minimale et aucun salaire minimum n'est garanti, à la place les syndicats et le patronat négocient des accords collectifs forts. Le tribunal du travail de Stockholm a, récemment, donné raison à Byggnads, mais les Suédois, et d'autres, pourront-ils longtemps s'opposer au dumping social des nouveaux Etats membres si la directive services, qui pose le principe du pays d'origine selon lequel le prestataire n'a pas à se conformer à la législation du pays d'accueil mais seulement à respecter la loi de son pays d'origine, est adoptée ?

Directive-cadre services

? **Commission** : S'exprimant devant des journalistes européens, à Dublin, le 17 décembre dernier, le commissaire en charge du marché intérieur, Charles McCreevy a estimé que "l'UE a besoin d'un secteur des services dynamique et innovant". Des progrès restent à faire et "la pièce maîtresse de cet effort est la proposition de directive services". "La proposition contient des concepts qui sont difficiles pour certains", notamment le principe du pays d'origine. "Lorsque les craintes sont justifiées, nous allons y travailler ensemble" car "c'est une directive qui peut transformer le marché des services, [...] contribuer à la croissance et à l'emploi, bénéficier aux consommateurs, assurer [le modèle social européen] dans le futur".

? **Présidence luxembourgeoise** : S'exprimant, le 1^{er} décembre dernier devant la Confédération européenne des syndicats (CES), Jean-Claude Juncker, président du Conseil européen au premier semestre 2005, a, notamment, estimé que même si l'ouverture du marché des services était nécessaire, elle ne pouvait pas se faire au détriment de la protection des travailleurs et contre le droit du travail.

? **Assemblée des Régions d'Europe (ARE)** : Lors de sa session des 25 et 26 novembre derniers, l'ARE a souligné que le projet de directive services aura un impact important sur les services d'intérêt général et il demande, notamment, au Conseil européen : d'évaluer l'impact des .../..

However, Community authorities and the Member States, have great difficulty in harmonising implemented policies and values which form the basis of the process of the construction of the European Union.

The civil society has played a significant role, just as well for 15 years in the debate on SGI in order to bring out a European conception, as during the activities of the Convention and the IGC, in order to take SGI into consideration, in the fundamental texts of the Union. A lot has been done, a lot remains to be done since the neo-liberal ideology is so much prevalent.

J-C Boual, K Varin, P. Bauby

Labour law and the principle of country of origin

For about two months now, a conflict has been opposing a Latvian construction company, L&P Baltic, which is building a school near Stockholm, and the Swedish Building Workers' Federation, Byggnads. The trade union blames the company for not signing the Swedish collective agreement and for not observing the Swedish conditions for wages (2600 euros of monthly wages in Sweden, against 1500 euros in Latvia). It launched a blockade call at the site prohibiting all its members from working there and, in December, the Swedish Electricians Union launched a blockade in solidarity with the builders. On its part, the Latvian company replied that it had signed the collective agreements in its country and that it opposes the principle of free movement and free competition. The Swedes received the support of their Prime Minister, as for the Latvian government, it considers that "this treatment goes against the reasons which pushed us to join the European Union".

In Sweden, industrial legislation is minimal and no minimum wage is guaranteed, instead trade unions and employers negotiate strong collective agreements. The labour court in Stockholm, recently upheld Byggnads, but the will the Swedes, and others, remain, for a long time, opposed to the social dumping of new Member States if the directive services, which lays down the principle of the country of origin according to which the service provider does not have to conform to the legislation of the host country but only to respect the law of his country of origin, is adopted?

Services framework-directive

? **Commission**: Addressing European journalists in Dublin, on 17th December 2004, the Commissioner responsible for the internal market, Charles McCreevy considered that "the UE needs a services sector which is dynamic and innovating". Progress remains to be made and "the centre piece of this effort is the proposal for a services Directive". "The proposal contains concepts which are difficult for some", in particular the principle of the country of origin. "When qualms are justified, we will work there together to clarify doubtful points" because "it is a directive which can transform the services market, [...] contribute towards growth and employment, benefit consumers, ensure [the European social model] in the future".

? **Luxembourg presidency**: Addressing the European Trade Unions Confederation of (ETUC), on 1st December 2004, Jean-Claude Juncker, president of the European Council for the first half of 2005, considered, in particular, that even if the opening of the market of the services were necessary, it could not be achieved to the detriment of the protection of workers and against the labour law.

? **Assembly of European Regions (AER)**: During its November 25th and 26th session, the AER stressed that the draft services Directive will have a significant impact on the services of general interest and it called, in particular, the European Council: to evaluate the impact of the .../...

libéralisations déjà opérées avant toute ouverture de nouveaux secteurs ; de vérifier que le projet de directive ne porte pas atteinte au modèle social européen ; de faire une étude d'impact prospective sur les secteurs de la santé, des services sociaux, de la culture, l'éducation.

Temps de travail

? **Conseil Affaires sociales** : La présidence néerlandaise n'a pas atteint, le 7 décembre dernier, le consensus sur la proposition de révision de la directive temps de travail. Les trois amendements concernant les restrictions à la clause permettant d'accepter individuellement de travailler plus de 48 heures (opt out), l'introduction de la catégorie de travail "temps de garde inactif", et l'allongement de la période de référence pour le calcul du temps de travail ont rencontré l'opposition farouche du Royaume-Uni, ainsi que de la plupart des nouveaux Etats membres qui craignent qu'ils ne freinent leur développement économique.

? **Présidence luxembourgeoise** : S'exprimant devant la Confédération européenne de syndicats (CES), le 1^{er} décembre dernier, Jean-Claude Juncker, président du Conseil européen au premier semestre 2005, s'est dit opposé au principe de l'option individuelle de travailler plus de 48 heures (opt out) et estimé qu'il faut éviter ce qui ouvre la possibilité d'exercer "un chantage permanent".

Conseil européen de Bruxelles

La plus grande part des conclusions du Conseil européen des 16 et 17 décembre est consacrée à l'élargissement futur de l'Union européenne, Bulgarie, Roumanie, Croatie, Turquie, et aux cadres de négociations des adhésions, en précisant que "l'objectif commun des négociations est l'adhésion. Ces négociations sont un processus ouvert dont l'issue ne peut pas être garantie à l'avance" (23). Il rappelle que "l'avenir des pays des Balkans est dans l'Union européenne" (45). Il invite "le Secrétaire Général/Haut Représentant et la Commission à établir un rapport conjoint sur l'état d'avancement [des] travaux préparatoires [sur le service européen pour l'action extérieure] pour sa réunion de juin 2005 au plus tard" (73).

Le Conseil s'est également intéressé à la politique d'intégration des immigrants sous l'aspect des principes de base communs qu'il "convient de développer[...] à la lumière des expériences des uns et des autres" (38), il a "encouragé les [...] initiatives visant à promouvoir les valeurs qui contribuent à une citoyenneté active dans l'Union" (68).

Nouvelle Commission

? **Organisation** : Le 22 décembre dernier, la nouvelle Commission européenne, présidée par José Manuel Barroso, s'est doté de cinq groupes de commissaires chargés de préparer les décisions du collège des commissaires.

Le groupe "Stratégie de Lisbonne" est présidé par M. Barroso et le commissaire en charge des entreprises et de l'industrie, Günter Verheugen, en assure la vice-présidence. Tous les commissaires peuvent y participer. La préparation des travaux est assurée par un groupe mixte cabinet-services présidé par le secrétaire général de la Commission.

Le groupe "Conseil compétitivité", présidé par Günter Verheugen, commissaire en charge des entreprises et de l'industrie, rassemble les commissaires à la science et la recherche, Janez Potocnik, à la santé et la protection des consommateurs, Markos Kyprianou, à la concurrence, Nellie Kroes, au marché intérieur, Charlie McCreevy, au commerce, Peter Mandelson. D'autres commissaires .../...

liberalisations implemented already before any opening to new sectors; to ensure that the draft Directive does not affect the European social model; to carry out a prospective impact study in sectors of health, social services, culture, education.

Working time

? **The Social Affairs Council** : The Dutch presidency failed to reach consensus, on 7th December 2004, on the proposal for a revision of the working time directive. The three amendments on the restrictions to the clause making it possible to individually agree to work more than 48 hours (opt out), the introduction of the "inactive part of the call time" job class, and the extension of the reference period for the calculation of working time were met with very strong opposition from the United Kingdom, as well as from the majority of the new Member States which fear that the Directive will slow down their economic development.

? **Luxembourg presidency**: Addressing the European Trade Unions Confederation (ETUC), on 1st December 2004, Jean-Claude Juncker, European Council's president for the first half of 2005, declared opposed to the principle of individual option to work more than 48 hours (opt out) and considers that it is necessary to avoid what would open up the possibility of exerting "a permanent blackmail".

The European Council of Brussels

The largest part of the conclusions of the European Council of December 16th and 17th is devoted to the future enlargement of the European Union, Bulgaria, Romania, Croatia, Turkey, and also to frameworks for negotiations of adhesions, by specifying that "the common objective of the negotiations is adhesion. These negotiations constitute an open process whose outcome cannot be guaranteed in advance "(23). It recalls that "the future of the Balkans countries lies in the European Union" (45). It invites "the Secretary General/High Representative and the Commission to compile a joint report the progress [of the] preliminary works [on the European service for the external action] in time for its June 2005 meeting " (73).

The Council was also interested in the integration policy for immigrants under the aspect of the common guiding principles which "is appropriate develop [.] in the light of experiences from all countries "(38), it " encouraged [.] initiatives aiming at promoting values which contribute to an active citizenship in the Union "(68).

New Commission

? **Organisation**: On 22nd December 2004, the new European Commission, chaired by José Manuel Barroso, set up five groups of Commissioners responsible for the preparation of decisions by the full Commission.

The "Strategy of Lisbon" group is chaired by Mr. Barroso, the Commissioner responsible for enterprise and industry, Günter Verheugen, takes the vice presidency. All Commissioners can take part in this group. The preparation of its activities is ensured by a cabinet-services mixed group chaired by the secretary-general of the Commission.

The "Competitiveness Council", group chaired by Günter Verheugen, Commission responsible for enterprise and industry brings together Commissioners for science and research, Janez Potocnik, health and consumer protection, Markos Kyprianou, competition, Nellie Kroes, internal market, Charlie McCreevy, trade, Peter Mandelson. Other Commissioners .../...

seront invités selon l'ordre du jour. Les travaux seront préparés par un groupe mixte cabinet-services présidé par le chef de cabinet de M. Verheugen.

Le groupe "Relations extérieures", présidé par M. Barroso, est composé des commissaires aux relations extérieures, Benita Ferrero Waldner, aux affaires économiques et monétaires, Joaquim Almunia, à l'élargissement, Olli Rehn, à l'aide au développement, Louis Michel, au commerce, Peter Mandelson, au budget, Dalia Grybauskaite.

Le groupe "Droits fondamentaux, lutte contre la discrimination et égalité des chances", présidé par M. Barroso, comprend les commissaires justice-affaires intérieurs, Franco Frattini, qui assurera la vice-présidence, aux relations institutionnelles et la communication, Margot Wallström, à l'administration et la lutte anti-fraude, Siim Kallas, à la société de l'information Viviane Reding, à l'éducation, la formation, la culture, Jan Figel, à l'élargissement, Olli Rehn, au développement, Louis Michel, aux relations extérieures, Benita Ferrero Waldner, à l'emploi, affaires sociales, égalité des chances, Wladimir Spidla.

Le groupe "Communication et programmation", présidé par Margot Wallström, est composé des commissaires aux transports, Jacques Barrot, à la politique régionale, Danuta Hübner, à la société de l'information, Viviane Reding, au budget, Dalia Grybauskaite, à l'éducation, la formation et la culture, Jan Figel, au commerce, Peter Mandelson.

? **Programme** : Le Parlement européen n'a pas attendu que José Manuel Barroso vienne lui présenter son programme, les 26 et 27 janvier prochains, pour adopter, le 15 décembre dernier, ce qu'il considère devoir être les orientations stratégiques de la Commission pour les cinq années à venir : renforcer la compétitivité et le dynamisme de l'économie sociale et de marché européenne fondée sur le développement durable ; assurer la cohésion et la consolidation de l'Europe sur la base de l'élargissement ; développer un espace de liberté de sécurité et de justice tout en respectant les droits fondamentaux des citoyens ; faire de l'Europe une force plus puissante dans la construction d'un monde plus sûr et plus prospère ; améliorer la qualité de vie des citoyens européens ; obtenir un meilleur fonctionnement de l'Europe et se rapprocher de ses citoyens

Adoptée par 284 voix pour (154 contre et 17 abstentions), la résolution n'a pas été votée par le groupe PSE/DE qui a estimé que le Parlement aurait dû s'exprimer après que la Commission aura présenté son programme.

Citoyenneté active

La Commission a lancé une consultation en ligne sur le futur programme de citoyenneté active à l'adresse de tous les citoyens et les organisations intéressées. La procédure s'achèvera le 15 février 2005. La Commission en analysera les résultats avant de soumettre sa proposition de nouveau Programme d'action communautaire pour la promotion de la citoyenneté européenne active visant à promouvoir les valeurs et les objectifs de l'Union, à rapprocher les citoyens de l'UE et à intensifier les échanges entre les citoyens des Etats membres. Le premier programme, lancé le 1er janvier 2004, s'achèvera le 31 décembre 2006. Questionnaire sur :

<http://europa.eu.int/yourvoice/forms/dispatch?form=362&lang=FR>

could be invited depending on the agenda. Work will be prepared by a mixed group, cabinet-services, chaired by the head of cabinet of Mr. Verheugen.

The "Foreign Relations", group chaired by Mr. Barroso, is composed of the Commissioner for external relations, Benita Ferrero Waldner, economic and monetary affairs, Joaquim Almunia, enlargement, Olli Rehn, aid and development, Louis Michel, trade, Peter Mandelson and budget, Dalia Grybauskaite.

The "Fundamental rights, fight against discrimination and for equal opportunity" group, chaired by Mr. Barroso, includes the Commissioner for justice-internal affairs, Franco Frattini, who will take the vice-presidency, institutional relations and the communication, Margot Wallström, administrative affairs and anti-fraud, Siim Kallas, information society, Viviane Reding, education, training, culture, Jan Figel, enlargement, Olli Rehn, development, Louis Michel, external relations, Benita Ferrero Waldner, employment, social affairs, equal opportunities, Wladimir Spidla.

The "Communication and programming", group chaired by Margot Wallström, is composed of the Commissioner for transport, Jacques Barrot, regional policy, Danuta Hübner, information, Viviane Reding, budget, Dalia Grybauskaite, education, training and culture, Jan Figel, trade, Peter Mandelson.

Program: The European Parliament did not wait for José Manuel Barroso to present his program to the Parliament, scheduled for January 26th and 27th 2005, before adopting, on 15th December 2005, what it considers should be strategic orientations of the Commission for the next five years: to reinforce the competitiveness and the dynamism of the social economy and the European market based on sustainable development; to ensure cohesion and the strengthening of Europe on the basis of enlargement; to build up an environment of freedom, safety and justice whilst respecting the fundamental rights of citizens; turn Europe into a more powerful force in the construction of a surer and more prosperous world; to improve the quality of life of European citizens; achieve a better operation of Europe and get closer to its citizens

Adopted by 284 votes for (154 against and 17 abstentions), the resolution was not voted by the PSE/DE group which deemed that the Parliament should have expressed its views after the Commission had presented its program.

Active Citizenship

The Commission launched an on line consultation on the future program of active citizenship to the attention of all citizens and the interested organisations. The process will end on February 15th, 2005. The Commission will analyse the results before submitting again its proposal for a new Program of Community Action for the promotion of the active European citizenship aiming to promote values and objectives of the Union, bringing citizens closer to the EU and to intensify exchanges between citizens of the Member States. The first program, launched on January 1st, 2004, will end on December 31st, 2006. Questionnaire available at:

<http://europa.eu.int/yourvoice/forms/dispatch?form=362&lang=EN>

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement Email. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.